

Birmanie : solidarité avec les travailleurs en lutte contre les militaires putschistes !

Dimanche dernier, l'armée a de nouveau tiré sur la foule des manifestants, faisant au moins 18 morts et des dizaines de blessés, et décrété la loi martiale dans les quartiers populaires de la capitale économique, Rangoun. Depuis leur putsch du 1^{er} février dernier, les militaires ont déjà fait plus de 124 morts. Des centaines de milliers de personnes continuent pourtant avec courage à se rassembler dans des grèves et manifestations dans tout le pays, derrière des slogans tels que : « Libérez nos dirigeants » ou « Respectez nos votes ».

Le rejet du coup d'État

Depuis plus de soixante ans, en Birmanie (ou plutôt le Myanmar, son nom officiel depuis quelques décennies), l'armée exerce la réalité du pouvoir. Mais elle avait dû lâcher du lest devant les classes populaires qui n'en peuvent plus, en libérant en 2010 l'opposante Aung San Suu Kyi, qui a accédé au gouvernement en 2016. L'armée n'en conservait pas moins ses positions clés à la tête du pays et l'ancienne prix Nobel de la paix ne s'y est jamais franchement opposé. Elle a même couvert des massacres commis par l'armée birmane sur les Rohingyas, une minorité de religion musulmane du pays. Mais pour la population laborieuse, ce début d'évolution du régime était un espoir. C'est au succès de Aung San Suu Kyi aux élections législatives de novembre dernier que les chefs de l'armée ont voulu mettre un terme par leur putsch. Pour conserver leur mainmise totale non seulement sur le pouvoir politique mais aussi sur l'économie du pays. Le chef de la junte dirige deux des plus grands conglomérats économiques de Birmanie, dont les activités s'étendent à presque tous les secteurs : zones portuaires, mines de jade et de rubis, immobilier et construction.

Des entreprises françaises complices du pouvoir militaire

C'est avec ces groupes géants, contrôlés par les militaires, que les multinationales présentes en Birmanie font affaire. Le matériel du français Idemia, « leader de l'identité augmentée », a aidé à

arrêter 1 700 opposants au coup d'État. Les mensonges de la chaîne d'État « Myanmar Radio and Television » continuent à être diffusés par une des filiales de Canal+ ! Accor, Lafarge ou Bouygues ont également d'importants intérêts dans le pays.

La part du lion revient au groupe Total, qui partage une bonne part des ressources pétrolières du pays avec le groupe américain Chevron et quelques autres. En 1995, Total était déjà mis en cause pour avoir fait construire son gazoduc à travers la jungle birmane en ayant recours au travail forcé, sous la surveillance de l'armée. Sans parler des pots-de-vin pour obtenir ses contrats.

À travers tout le pays, une grève générale

Ce sont précisément ces travailleurs, surexploités par les militaires comme par les multinationales occidentales, qui sont en première ligne dans la résistance au coup d'État. Dans le cadre d'un vaste mouvement dit de « désobéissance civile », de nombreux salariés ont complètement cessé le travail. Les écoles, les administrations, les hôpitaux et les banques sont fermés.

Les 600 000 femmes salariées des usines textiles s'organisent et participent à la lutte. Les employés des compagnies d'électricité et des chemins de fer sont aussi en grève. Leurs syndicats ont appelé avec succès le reste de la population à ravitailler les grévistes et à suspendre la perception des loyers du côté des propriétaires, pour ceux qui participent à la grève. Le 10 mars, les forces de sécurité ont lancé un raid contre les 800 cheminots grévistes de la gare de Rangoun, encerclé les immeubles où ils résident avec leurs familles et défoncé les portes des appartements.

La classe ouvrière, jeune, révoltée par l'exploitation et le manque de libertés, n'est pas la seule dans la rue. Mais ses aspirations à la liberté et aux droits démocratiques, à pouvoir s'organiser pour défendre ses propres exigences sociales et politiques comme celles de bien d'autres, fait d'elle une lourde menace pour la junte militaire. À ces travailleuses et travailleurs birmans va toute notre solidarité.

Le plan blanc, ça n'est pas la prison de la Santé !

Vendredi dernier, la direction a refusé une réunion demandée par les syndicats à propos des refus des démissions, mutations et demandes de mises en disponibilité ainsi que sur des conditions de travail de plus en plus insupportables.

Pour la directrice générale, l'hôpital est en plan blanc et le dossier n'est pas assez solide. On voit bien que ce n'est pas elle qui doit changer d'horaire ou de jour de repos au dernier moment, qui doit travailler en sous-effectif parce que les absences (environ 10 % de l'effectif) ne sont pas remplacées, ou qui a de plus en plus de mal à trouver l'énergie physique ou psychologique pour travailler dans ces conditions !

Quand le gouvernement arnaque les « héros »

Les agents qui bénéficient d'un arrêt de travail établi par le service médical de l'assurance maladie à la suite d'un test positif au Covid-19 bénéficient de la suppression du jour de carence conformément à un décret. Ça, c'est la théorie, parce qu'à l'hôpital cela ne fonctionne pas. Il semble que se soit la CPAM (caisse principale d'assurance maladie) qui gère cette question et on ne peut pas dire que c'est rapide. En attendant, les salariés sont lésés !

Embauches massives

En fin de semaine dernière, au moment de la pose de la première pierre du futur Institut de formation des professionnels de santé, la présidente du Conseil régional a annoncé, pour la prochaine rentrée, l'ouverture de deux cents places supplémentaires pour les étudiants infirmiers et trois cents pour les aides-soignants.

La pandémie souligne le manque d'effectif chronique des services et les conditions de travail sont dégradées dans l'ensemble des hôpitaux, alors ces cinq cents postes sont, malheureusement, bien loin de répondre aux réels besoins.

Pour faire face à cette situation, la direction doit financer massivement des promotions pour l'ensemble des professions « en tension ».

Fausse note !

C'est la période des notes, comme tous les ans. Vu l'année que les salariés viennent de passer, la direction aurait pu leur accorder une augmentation généreuse et s'arrêter là. Que nenni, le DRH a lancé le grand cirque des révisions des notes.

« Les applaudissements ne paient pas nos factures ! »

Le gouvernement britannique compte augmenter les infirmières de seulement 1 % cette année, soit moins que l'inflation, alors même que là-bas comme ici, les soignants sont épuisés et en sous-effectif chronique. La nouvelle a été reçue « comme une gifle » et ils revendiquent une hausse de salaire de 15 %. C'est sûr qu'il y a de quoi être énervé, vu les propos de la secrétaire d'État à la Santé : « *Être infirmière, c'est une passion, les gens ne font pas ça pour l'argent* » !

Le bout du tunnel ?

Un an après le premier confinement, on fait le bilan. Avec les masques soi-disant inefficaces mais devenus obligatoires, la pénurie de tests et aujourd'hui le manque criant de vaccins, Macron estime avoir fait sa part du job. Ben voyons !

Son mantra « quoi qu'il en coûte » n'a pas irrigué le budget de la Santé... mais plutôt les aides aux grosses entreprises ! 12 milliards de coupes budgétaires dans les hôpitaux depuis 2010 contre 175 milliards d'euros gagnés par une poignée de milliardaires français entre mars et décembre 2020 : cherchez l'erreur !

La crise n'a jamais menacé la loi du profit, au contraire. Les riches sont bien les seuls à voir le bout du tunnel.

Darmanin, parle à ma main !

Darmanin se vante de conserver son statut de « témoin assisté » dans l'affaire de viol qui le poursuit depuis 2017... Pour faire simple, il reste mis en cause. Étant donné la gravité de ce qui lui est reproché : viol, harcèlement sexuel et abus de confiance, il n'y a vraiment pas de quoi se pavaner dans les médias !

On oubliait un détail : en tant que chef des flics, il fait ainsi la promotion des valeurs de police...

Le fric... loin de la boue ?

Le gouvernement et la presse n'ont pas tari d'éloges après la mort d'Olivier Dassault, ce « capitaine d'industrie » tué dans un crash à Deauville.

L'héritier s'est pourtant contenté d'encaisser des dividendes toute sa vie. Un beau profil : il est mort de n'avoir pas voulu salir ses chaussures. Il a en effet ordonné au pilote de poser son hélicoptère hors de la zone d'atterrissage pour éviter la boue !